Barreau du Québec

Avocat en exercice

1173 – REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION
Article 70 L.B.

À l'usage de l'administration

- ☐ 65(3) L.B. (démission, radiation, faillite)
- ☐ 67 L.B. (assermenté)
- ☐ 70 L.B. (démission)
- ☐ 71(2) L.B. (abandon sans avis)
- ☐ 72 L.B. (radiation disciplinaire)
- ☐ 74 L.B. (juge)
- ☐ 122(2) L.B. (faillite libérée)

→ **TOUT FORMULAIRE REMPLI DE FAÇON INCOMPLÈTE NE SERA PAS TRAITÉ.**
→ **VOUS DEVEZ JOINDRE À VOTRE REQUÊTE LE PAIEMENT DES FRAIS D'OUVERTURE ET DE COTISATIONS.**
→ **IL EST TRÈS IMPORTANT DE RESPECTER L'ESPACE ALLOUÉ; SI INSUFFISANT, JOINDRE UNE ANNEXE.**
→ **LE MASCULIN EST UTILISÉ DANS UNE FORME GÉNÉRIQUE AFIN D'ALLÉGER LE TEXTE.**

REQUÉRANT :

Prénom : _____ Nom : _____

À l'usage de l'administration | | | | | | | | |

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : _____ (Jour) / _____ (Mois) / _____ (Année) Sexe : ☐ Féminin ☐ Masculin

1.1 Adresse résidentielle

_____

_____ Code postal : _____

Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____

Courriel : _____

1.2 Adresse d'affaires

Organisme : _____

_____ Code postal : _____

Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____

Courriel : _____

(03/2026)

2. ÉTAT DE SANTÉ

2.1 Souffrez-vous présentement d'une dépendance physique ou psychologique vis-à-vis l'alcool, le jeu ou une drogue obtenue sur ordonnance ou autrement?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette dépendance et des impacts découlant de celle-ci. ***Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.***

2.2 En vous fondant sur votre historique personnel, votre situation actuelle ou toute opinion ou tout avis professionnel que vous avez reçu, avez-vous présentement une condition qui est raisonnablement susceptible d'affecter votre capacité à exercer la profession d'avocat?

PRÉCISION : La question ci-haut est posée en vertu de l'article 48 du *Code des professions* du fait que « [l]e Conseil d'administration d'un ordre peut ordonner l'examen médical d'une personne qui est membre de cet ordre, qui demande son inscription au tableau ou qui présente une autre demande dans le cadre de sa candidature à l'exercice de la profession lorsqu'il a des raisons de croire que cette personne présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession ».

À noter que cette question ne vise aucunement une personne qui souhaite obtenir des mesures d'accommodement pour sa formation professionnelle en raison d'une situation de handicap.

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette condition et des impacts découlant de celle-ci. ***Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.***

3. ORDRES PROFESSIONNELS

3.1 Êtes-vous présentement ou avez-vous déjà été membre d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme équivalent hors du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** lequel/lesquels :

- ☐ Chambre des notaires du Québec # membre : _____
- ☐ Autres, # membre : _____

précisez lequel/lesquels : _____

Adresse (s) : _____

_____

3.2 Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou êtes-vous présentement sous le coup d'une sanction disciplinaire ou de toute autre mesure administrative de cet ordre professionnel ou de ceux-ci, si vous êtes ou avez été membre de plus qu'un ordre professionnel ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Quand : _____

Pour quel(s) motif(s) : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

3.3 Si vous avez répondu oui à la question 3.1, devez-vous présentement quelque somme que ce soit à cet ordre professionnel ou à ces ordres ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Montant : _____

Date à laquelle la dette a été contractée : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

3.4 Si vous avez répondu oui à la question 3.1, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une enquête, de quelque nature que ce soit, par cet ordre professionnel ou par ces ordres, si vous êtes ou avez été membre de plus qu'un ordre professionnel ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Nature de l'enquête : _____

Depuis quand : _____

3.5 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'un refus, d'une sanction disciplinaire ou d'une poursuite disciplinaire à l'École du Barreau, du Barreau du Québec, de tout autre ordre professionnel ou de tout autre organisme administratif, au Québec ou à l'extérieur du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

4. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

4.1 Avez-vous déjà été condamné par un Conseil de discipline suite à une plainte disciplinaire (plainte déposée devant un Conseil de discipline d'un ordre professionnel) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

_____

_____

_____

_____

(veuillez en joindre copie(s))

4.2 Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** pour quel motif(s) : _____

_____

4.3 Avez-vous déjà fait l'objet d'une mesure disciplinaire dans une université ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie de la plainte, de la décision et de la sanction. Si ces documents ne l'indiquent pas, mentionnez le nom de l'institution, la date de la décision, l'objet de la plainte et la nature de la décision ainsi que tout autre document pertinent.

5. DOSSIERS JUDICIAIRES

5.1 Avez-vous déjà été déclaré coupable, au Canada ou ailleurs, d'un ou de plusieurs actes criminels ou d'une ou de plusieurs infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu du *Code criminel* (L.R.C. 1985, c. C-46) ou de toute autre loi applicable ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants : _____

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

g) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- ☐ Dénonciation ou acte d'accusation
- ☐ Jugement ou procès-verbal de la décision
- ☐ Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- ☐ Rapport présententiel ou prédécisionnel

5.2 Avez-vous déjà été déclaré coupable, à l'étranger, d'un ou plusieurs actes criminels ou infractions, qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada, aurait(ent) pu faire l'objet d'une poursuite par acte criminel ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____

g) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

h) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- ☐ Dénonciation ou acte d'accusation
- ☐ Jugement ou procès-verbal de la décision
- ☐ Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- ☐ Rapport présententiel ou prédécisionnel

5.3 Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de suspension de casier judiciaire (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. 1985, c. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de suspension :

- ☐ est en cours d'étude
- ☐ a été refusée
- ☐ a été révoquée
- ☐ a été acceptée

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

5.4 Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748(1) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, c. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Si vous avez répondu oui, votre demande de clémence royale :

- ☐ est en cours d'étude
- ☐ a été refusée
- ☐ a été accordée conditionnellement

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

5.5 À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet, au Canada, d'une ou de plusieurs poursuites pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

PRÉCISION : Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, du *Code municipal*, des différentes chartes des villes, des lois sur les communautés urbaines ou d'autres lois connexes (exemples : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme, etc.).

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- ☐ le jugement ou le procès-verbal de la décision
- ☐ le constat d'infraction ou la dénonciation

5.6 Avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites criminelles ou pénales au Canada ou ailleurs ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

☐ la dénonciation ou l'acte d'accusation

☐ toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

☐ le rapport présentenciel ou prédécisionnel

5.7 Avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou plusieurs poursuites, à l'étranger, pour un ou des actes criminels ou infractions qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu du *Code criminel* (L.R.C. 1985, c. C-46) ou de toute autre loi applicable ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

☐ la dénonciation ou l'acte d'accusation

☐ toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

☐ le rapport présentenciel ou prédécisionnel

5.8 Outre toute affaire matrimoniale, avez-vous déjà été impliqué ou êtes-vous présentement impliqué de quelque façon que ce soit à titre de partie (demanderesse, défenderesse, mise en cause, etc.) dans une procédure de nature civile ou dans toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

5.9 Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

5.10 Avez-vous déjà été déclaré coupable d'outrage au tribunal ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de l'ordonnance : _____

5.11 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une suspension, d'une révocation ou d'un refus d'émission d'un permis (y compris un permis de conduire) ou d'une suspension du droit d'obtenir un permis (y compris un permis de conduire), soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) Objet du permis : _____

d) Nom de l'organisme décisionnel : _____

e) Nature de la décision : _____

f) Date de la décision : _____

5.12 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites pour exercice illégal de la profession d'avocat ou de toute autre profession au Canada ou ailleurs ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie de la plainte disciplinaire, une copie de la décision disciplinaire, une copie de la sanction disciplinaire. Il faut mentionner le nom de l'institution, la date de la décision (si elle n'apparaît pas sur le document fourni), l'objet de la plainte et la nature de la décision. Vous devez fournir tout autre document pertinent.

5.13 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une plainte, d'une décision ou d'une mesure disciplinaire ou d'une autre nature en matière d'harcèlement sexuel, d'harcèlement pour un autre motif visé à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* ou pour toute autre forme de harcèlement ou discrimination ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie des plaintes, décisions ou des mesures disciplinaires et/ou administratives qui ont été imposées.

6. FAILLITE

6.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement une cession de vos biens ou été mis en faillite en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. 1985, c. B-3) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cession de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite et le jugement de libération.

6.2 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une proposition concordataire du régime général ou de consommation en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. 1985, c. B-3) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du *Code de procédure civile* (dépôt volontaire) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

6.3 Avez-vous été ou êtes-vous présentement administrateur ou dirigeant d'une compagnie qui a déjà fait une cession de ses biens ou qui a été mise en faillite ou qui a fait une proposition concordataire ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

7. RÉGIME DE PROTECTION (Article 69.1 L.B.)

7.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec, avez-vous fait l'objet d'une tutelle ou curatelle ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez joindre une copie du jugement.

8. RETRAIT DU TABLEAU DE L'ORDRE

8.1 Veuillez nous indiquer la date et les motifs qui ont amené votre retrait du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec.

9. FORMATION ACADÉMIQUE

9.1 Veuillez inscrire, par ordre chronologique, les diplômes obtenus et le nom des institutions les ayant décernés.

(Si l'espace alloué est insuffisant, vous pouvez joindre votre curriculum vitae en annexe)

ANNÉE	DIPLÔME	INSTITUTION

10. RÉFORME DU *CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS* ET DU *CODE DE PROCÉDURE CIVILE*

PRÉCISION : Il est obligatoire d'avoir suivi la formation relative au nouveau *Code de déontologie des avocats*.

10.1 Avez-vous suivi la formation en ligne intitulée *Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve* ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** veuillez joindre à votre Requête l'attestation reçue.

10.2 Avez-vous suivi une formation sur le nouveau *Code de procédure civile* ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** veuillez joindre à votre Requête la ou les attestations reçues.

11. STAGE EN DROIT

11.1 Avez-vous été inscrit **moins de deux (2) ans** au Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Nom du maître de stage : _____

b) Organisme : _____

c) Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____

d) Durée du stage : _____

e) Principales activités : _____

_____

_____

f) Nom du second maître de stage (s'il y a lieu) : _____

g) Organisme : _____

h) Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____

i) Durée du stage : _____

j) Principales activités : _____

_____

_____

12. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES ET AUTRES

12.1 Veuillez décrire de façon complète, par ordre chronologique, toutes vos activités, emplois, occupations et fonctions (juridiques ou autres), depuis l'année de votre première inscription jusqu'à ce jour, en prenant soin de préciser les dates.

(Vous pouvez joindre votre curriculum vitae)

ANNÉES	ACTIVITÉS, EMPLOIS, FONCTIONS

13. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

13.1 Avez-vous déjà présenté une Requête en réinscription qui a été refusée par le Barreau du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez nous fournir copie de la décision à cet effet.

13.2 Devez-vous des sommes au Barreau du Québec (fonds d'indemnisation, discipline, arbitrage, fonds d'assurance responsabilité ou autres) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, - quel(s) montant(s) : _____

- pour quel(s) motif(s) : _____

PRÉCISION : Toute personne devant des sommes au Barreau du Québec et présentant une Requête en vertu des articles 48, 67, 70, 72 ou 122 de la *Loi sur le Barreau*, doit avoir acquitté celles-ci et ce, avant que le secrétaire du Comité des requêtes puisse mettre au rôle la Requête.

13.3 Raison(s) de votre demande :

_____

_____

_____

_____

_____

13.4 a) Domaine(s) du droit dans le(s)quel(s) vous entendez exercer :

_____

_____

b) À quelle date entendez vous reprendre l'exercice de la profession :

_____

_____

13.5 Encadrement professionnel dans lequel vous entendez exercer :

a) Pratique privée :

- ☐ seul et emploie un /des avocat(s)
- ☐ Seul
- ☐ Salarié
- ☐ associé dans une « société de dépenses »
- ☐ associé nominal
- ☐ associé en nom collectif

b) ☐ Pratique au sein d'un organisme du secteur public ou para-public

c) ☐ Pratique à l'emploi d'une entreprise, compagnie ou coopérative «privée»

d) ☐ Autre (précisez) : _____

_____

13.6 Votre adresse d'affaires est-elle située à l'extérieur du Québec ?

☐ **Non,** Votre section de réinscription est déterminée automatiquement par l'adresse de votre place d'affaires, ou à défaut, par votre adresse résidentielle. **(Voir annexe 1)**

SECTION DE : _____

☐ **Oui,** Vous avez le choix de votre section de réinscription. Veuillez nous indiquer celle où vous souhaitez vous inscrire. **(Voir annexe 1)**

SECTION DE : _____

13.7 Si vous avez reçu une offre d'emploi ferme, veuillez en fournir les détails et joindre les documents pertinents :

_____

_____

_____

13.8 Avez-vous un titre honorifique ? (c.r. ou autres)

☐ **Non**

☐ **Oui,** Lequel : _____

(Veuillez joindre copie du document qui atteste de votre titre.)

13.9 Autres :

Veuillez nous indiquer tout autre renseignement pertinent.

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

14. CONSENTEMENT À RECEVOIR DES COURRIELS APPARENTÉS À DES MESSAGES ÉLECTRONIQUES COMMERCIAUX

En vertu de la *Loi canadienne anti-pourriel*, vous devez donner votre consentement à recevoir ou non des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux (infolettres, courriels concernant les formations, produits et événements) **de la part du Barreau du Québec**.

Cette demande de consentement vous sera transmise à chaque modification de vos coordonnées au Tableau de l'Ordre.

Les membres n'ayant pas exprimé de consentement **exprès** ne receveront plus ces courriels, qui incluent, notamment, *Le Barreau en action* et les formations du Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec.

Veuillez noter que dans tous les cas, vous recevrez *Le Bref* ainsi que toutes les communications réglementaires du Barreau du Québec.

14.1 Consentez-vous à recevoir des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux de la part du Barreau du Québec ?

- ☐ **Non**
- ☐ **Oui**

« NOTA »

En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, tout requérant doit inclure à sa Requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour l'année courante (veuillez vous référer à l'annexe 1).

Aussi, en conformité avec la résolution 40 adoptée par le Comité administratif à sa séance du 27 mai 2004, vous devez joindre à votre Requête le montant de **1 034,78 $ (900 $ plus les taxes applicables)** en paiement des frais d'ouverture de votre dossier.

Par ailleurs, si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, une somme additionnelle de **442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables)** devra être transmise au Barreau du Québec.

Les modes de paiement privilégiés sont par cartes de crédit (Visa ou Mastercard), chèques ou mandats (libellés à l'ordre du Barreau du Québec) ou argent comptant. Ils sont encaissables au dépôt de la Requête.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec le Greffe de réinscription
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411, poste 53410
Courriel : greffe.requetes@barreau.qc.ca

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné _____ _____
Prénom Nom

domicilié au : _____

_____ Code postal : _____

déclare ce qui suit :

1. Je suis le requérant dans la présente Requête en réinscription;
2. Tous les renseignements qui y sont contenus sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ,

_____
Requérant

Affirmé solennellement devant moi à _____ ce____ jour de_____ de l'an_____.

_____
Avocat ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

AIDE-MÉMOIRE

AVEC MA REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE, **DÛMENT SIGNÉE ET ASSERMENTÉE**, JE JOINS :

- **Le montant des cotisations exigibles pour l'année courante** de la section de réinscription souhaitée (Voir **Annexe 1**). Si votre réinscription au Tableau de l'Ordre des avocats ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant vous sera remboursé.
- **Le paiement de 1 034,78 $** (900 $ plus les taxes applicables), pour les **frais d'ouverture** de mon dossier. Ces **frais sont non remboursables**.
- **Tout document requis** au soutien de ma Requête en réinscription.
- **Paiement par carte de crédit** (Voir **Annexe A**).
- **Paiement par chèques ou mandats** :

  Deux chèques séparés ou mandats faits à l'ordre du Barreau du Québec :
  - **Un 1er chèque pour couvrir les frais d'ouverture de 1 034,78 $** (900 $ plus les taxes applicables) (+ frais d'audition de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables), si radiation disciplinaire) ;
  - **Un 2e chèque pour couvrir les cotisations (Voir Annexe 1)** (+ frais de radiation de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables), s'il y a lieu).

FAIRE PARVENIR PAR LA POSTE OU PAR COURRIEL À :

À NOTER

- ☐ Tous les paiements sont encaissables au dépôt de la Requête en réinscription.
- ☐ Si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, vous devrez acquitter une somme additionnelle de **442,65 $** (385,00 $ plus les taxes applicables).

Greffe de réinscription / Barreau du Québec
445, boul. Saint-Laurent, Montréal QC H2Y 3T8
greffe.requetes@barreau.qc.ca

Barreau du Québec

Annexe A
Paiements par carte de crédit

PAIEMENT EN LIGNE

→ **Veuillez vous rendre au www.barreau.qc.ca/paiement et sélectionnez le formulaire #1173.**

PAIEMENTS POUR :

(1) Frais d'ouverture 900 $ plus les taxes applicables **1 034,78 $** + Frais d'audition de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables) (si radiation disciplinaire) _____ $ **(1) TOTAL** _____ **$**	**(2) Cotisations** (Voir l'annexe I) _____ **$** + Frais de radiation de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables) (à inclure, s'il y a lieu) _____ $ **(2) TOTAL** _____ **$**

Barreau du Québec

Annexe 1
Statut d'avocat

COTISATIONS ANNUELLES 2026-2027
(pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027)

IMPORTANT

Le montant des cotisations annuelles, qui inclut la prime d'assurance responsabilité professionnelle**, est établi selon :**

→ **la date de votre première année d'inscription au Tableau de l'Ordre**

→ **la section de réinscription.**

(veuillez vous référer à la question 13.6 du formulaire pour le choix de la section)

EXEMPLE : 1re année d'inscription = 2 avril 2026 + section de réinscription = Montréal

Cotisations 2026-2027 = 1 607,13 $

COTISATIONS ANNUELLES 2026-2027

SECTION DE RÉINSCRIPTION	TARIFS DES COTISATIONS DÉTERMINÉS PAR LA DATE DE VOTRE PREMIÈRE ANNÉE D'INSCRIPTION AU BARREAU			
	Première année d'inscription au Barreau APRÈS le 1er avril 2026	entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026	entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025	Première année d'inscription au Barreau AVANT le 1er avril 2024
Abitibi-Témiscamingue	1 730,69 $	2 390,42 $	2 680,07 $	2 986,88 $
Arthabaska	1 653,12 $	2 312,84 $	2 602,49 $	2 909,30 $
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 641,62 $	2 301,35 $	2 590,99 $	2 897,80 $
Bedford	1 653,12 $	2 312,84 $	2 602,49 $	2 909,30 $
Côte-Nord	1 503,65 $	2 163,38 $	2 453,02 $	2 759,83 $
Laurentides–Lanaudière	1 658,87 $	2 318,59 $	2 608,24 $	2 915,05 $
Laval	1 618,63 $	2 295,60 $	2 608,24 $	2 932,30 $
Longueuil	1 520,90 $	2 192,12 $	2 510,51 $	2 886,31 $
Mauricie	1 653,12 $	2 312,84 $	2 602,49 $	2 909,30 $
Montréal	1 607,13 $	2 307,08 $	2 654,23 $	3 001,28 $
Outaouais	1 575,51 $	2 307,09 $	2 596,74 $	2 903,55 $
Québec	1 645,07 $	2 341,59 $	2 631,24 $	2 993,23 $
Richelieu	1 670,36 $	2 330,09 $	2 619,74 $	2 926,55 $
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 674,03 $	2 333,76 $	2 623,41 $	2 930,21 $
Saint-François	1 641,62 $	2 301,35 $	2 590,99 $	2 897,80 $

Pour tous renseignements **concernant les cotisations**,
veuillez communiquer avec le Service des finances
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411
Courriel : cotisations@barreau.qc.ca

Barreau du Québec

Annexe 2

DEMANDE DE DISPENSE

NOTE ADMINISTRATIVE

En regard des cotisations annuelles, le montant inclus automatiquement la souscription obligatoire à l'assurance responsabilité professionnelle. Toutefois, ***si vous prévoyez être dans l'une des situations réglementaires permettant de demander une dispense de l'obligation de souscrire à l'assurance, il est de votre responsabilité de nous transmettre, au dépôt de votre Requête ou avant votre réinscription, la demande de dispense (ci-dessous) dûment remplie avec votre paiement complet.*** *Lors du dépôt de votre Requête en réinscription, le montant total des cotisations, y compris la portion de la prime d'assurance, est exigé et encaissé. Cette portion de vos cotisations sera remboursée lors de votre réinscription au Tableau advenant que cette dernière soit assortie d'une dispense de l'obligation de souscrire à l'assurance responsabilité ou en l'absence de réinscription.*

JE DEMANDE D'ÊTRE DISPENSÉ DE L'OBLIGATION DE SOUSCRIRE AU FONDS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC PARCE QUE :

3.1 ☐ Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1); ou j'agirai exclusivement à titre de procureur aux poursuites criminelles et pénales nommé suivant la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, c. D-9.1.1);

3.2 ☐ Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;

3.3 ☐ Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou je suis moi-même une telle personne;

3.4 ☐ Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (RLRQ, c. A-23.1);

3.5 ☐ Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (L.C. 2003, c. 22, art.2), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. 1985, c. N-5) ou d'une « société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. 1985, c. F-11);

3.6 ☐ Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (RLRQ, c. A-14) qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.7 ☐ Je serai au service exclusif d'une municipalité, d'un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (RLRQ, c. R-9.3), d'une société de transport en commun constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.8 ☐ Je serai au service exclusif d'un établissement non fusionné, d'un centre intégré de santé et de services sociaux, d'un centre intégré universitaire de santé et de services sociaux au sens de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, c. O-7.2), d'un établissement ou d'une régie régionale visé par la partie IV.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c. S 4.2), d'un établissement public visé par la partie IV.2 ou IV.3 de cette loi ou d'un établissement public au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (RLRQ, c. S 5);

3.9 ☐ Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1);

3.10 ☐ J'exercerai ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

3.11 ☐ J'exercerai ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je poserai occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, et je serai couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison d'une faute commise dans l'exercice de ma profession au Québec.

☐ Je joins une attestation d'assurance.

ENGAGEMENT DU REQUÉRANT

Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de ma dispense de l'obligation de souscrire au Fonds d'assurance.

_____ Numéro de membre : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Signature du requérant

_____

Nom en caractère d'imprimerie

Affirmé solennellement devant moi à _____, ce ___e jour de _____20___.

_____

Commissaire à l'assermentation

RÉSOLUTION DE L'EMPLOYEUR (à remplir seulement si les motifs 3.6 ou 3.7 ont été cochés ci-dessus)

Considérant que (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un (des) avocat(s), il a été proposé par _____, appuyé par _____ et résolu (résolution nº _____) lors de la séance tenue le _____ 20_____, de déclarer aux fins du Règlement sur l'assurance de la responsabilité professionnelle des membres du Barreau du Québec : «QUE (nom de l'organisme) _____ se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet (ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions.»

Et j'ai signé, ce ___e jour de _____20___.

Je déclare que je serai au service exclusif de cet employeur. _____

Signature du requérant

_____

Nom en caractère d'imprimerie

Copie conforme (personne autorisée, titre) _____